

[Text]

less rapid rate than we have been allocating. We may in the coming years disburse more than we allocate which is what I sincerely hope.

It does not look as if in 1971-72 we will be much more than half way in achieving the Pearson targets. The government has apparently retreated from its earlier commitment to a 1 per cent target because no other targets are mentioned. No other commitments were made. The only figures I have seen were put forward by Mr. Strong to the effect that he hoped that a \$40 million addition per year would by 1975 produce something like the internationally-accepted target. My arithmetic does not produce quite that high a result but in any case, the government has not committed itself to anything beyond one year's increase. We must interpret this as a retreat from an earlier commitment.

The Pearson Report was discussed around the world and known as the product of a distinguished Canadian statesman. It is a severe body blow to the entire international development effort to have his own country, governed by his own political party, reject in effect the recommendations he has made on the volume of aid. It also rejected virtually all his other recommendations.

Other than volume the major question of interest is the quality of the aid. Canadian aid performs quite well on its loan terms. It performs quite badly on its procurement provisions. The insistence that a stipulated proportion of expenditures undertaken by recipient nations be expended on Canadian products involves severe costs to the recipient. Canada implicitly used to deny that this was so and argued that aid was only provided for those projects in which we were likely to be competitive. Apparently the government has now accepted the argument which has been put forward now for many years in the UNCTAD, the World Bank, the agencies of the United Nations, to the effect that there does exist a cost to tying provisions. Its only response, however, has been to loosen up on 20 per cent of the total. The White Paper now announces that 20 per cent of bilateral assistance, which itself is only 75 per cent of the planned total, may be spent without reference to the source

[Interpretation]

comme vous le savez sans doute, nous avons déboursé des sommes moins rapidement que nous les avons assignées. Il se peut, au cours des années à venir, que nous ferons plus de déboursés que d'allocations, ce qui sera le cas, je l'espère.

Il semble qu'au cours de 1971-1972, nous n'arriverons pas à réaliser plus de la moitié des objectifs fixés par la Commission Pearson. Le gouvernement apparemment s'est retranché sur ses positions antérieures et ne s'engage qu'à fournir 1 p. 100 du PNB, car aucun autre objectif n'a été fixé et aucun autre engagement n'a été pris. Les seuls chiffres qui sont venus à ma connaissance m'ont été donnés par M. Strong qui espère qu'une somme supplémentaire de \$40 millions pourrait à partir de 1975, amener à réaliser l'objectif reconnu internationalement. D'après mes calculs, ce résultat assez élevé ne pourra pas être atteint tout à fait, mais de toute façon le gouvernement ne s'est pas engagé à quoi que ce soit au delà de l'augmentation annuelle. Cette position doit être interprétée un pas en arrière, vis-à-vis l'engagement antérieur.

Le Rapport Pearson a fait l'objet de discussions partout dans le monde et est connu comme étant l'œuvre d'un chef d'État canadien de grande renommée. C'est là un coup très grave porté contre tout l'ensemble du programme de développement international que, pour un chef d'État de voir que dans son propre pays, gouverné par son propre parti politique on rejette, de fait, les recommandations qu'il a faites sur le volume de l'aide à l'étranger. On a, de plus, virtuellement rejeté toutes les autres recommandations de M. Pearson.

En plus du volume de l'aide à apporter, la question principale qui se pose est celle de la qualité de l'aide à apporter. Au Canada, le système d'aide fonctionne assez bien quant aux termes de ses prêts. Par ailleurs, il fonctionne assez mal quant à la façon dont les subventions seront faites. L'insistance qu'on apporte à décréter qu'une proportion des dépenses entreprises par les nations qui reçoivent de l'aide, soient portées au compte des produits canadiens, implique des coûts très graves aux nations qui reçoivent de l'aide. Implicitement, le Canada avait l'habitude de nier que cette situation existait et prétendait que l'aide n'était fournie qu'aux projets qui pouvaient offrir un certain niveau de concurrence. Apparemment, le gouvernement a maintenant accepté l'argument qui, depuis de nombreuses années, a été mis de l'avant au sein de l'UNCTAD, de la Banque mondiale et des agences des Nations Unies à l'effet qu'il y a, de fait, des coûts reliés aux subventions en